

Comme mon parti, je crois que le gouvernement central a un grand rôle à jouer sur la scène nationale. Je dirais au secrétaire parlementaire qu'on ne devrait pas donner à ces travailleurs un billet d'avion ou un laissez-passer de VIA Rail pour qu'ils quittent ces régions-là. Ce sont des personnes hautement qualifiées qui ont des familles, des hypothèques et des engagements envers ces localités. La façon dont le gouvernement agit incite les gens à partir. Le gouvernement exporte des travailleurs compétents de notre région. A long terme, ce n'est pas une solution économique heureuse pour ces gens de la région atlantique, pas plus qu'elle ne l'est pour le Canada.

On peut même dire que le gouvernement conservateur du premier ministre commet une infraction à une des dispositions de la Constitution canadienne en vertu de laquelle, effectivement, tous les Canadiens ont droit à des chances égales. Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas fournir le travail dont ont besoin les employés mis à pied aux usines d'eau lourde? Cette région du Canada est-elle si différente des autres? Si le gouvernement a les moyens de donner 1.3 milliard de dollars aux sociétés pétrolières multinationales et s'il peut offrir des milliards de dollars à la Banque commerciale canadienne, pourquoi ne peut-il pas tenir la promesse faite à deux reprises par la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney) aux gens de la Nouvelle-Écosse?

● (1835)

Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse devrait démissionner. Il n'a rien dit au sujet de l'avenir de ces travailleurs. Le premier ministre provincial ne s'est pas élevé contre le comportement du gouvernement conservateur. Je demande au secrétaire parlementaire de prendre la parole et de promettre sans équivoque que des emplois y seront offerts d'ici la fin de l'année afin de compenser les énormes pertes d'emplois à Glace Bay et dans les localités avoisinantes, ainsi que dans la ville de Port Hawkesbury qui a subi un dur revers économique. Voilà le rôle que le gouvernement national devrait jouer pour relancer l'économie des régions canadiennes moins prospères.

**M. Geoff Scott (secrétaire parlementaire du ministre des Communications):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les remarques du député de Cape Breton-Richmond-Est (M. Dingwall). A plusieurs reprises et à différents endroits, le gouvernement fédéral a clairement indiqué sa position en ce qui a trait à la fermeture de ces usines. En fait, le harsard montre que nous avons eu un débat à la Chambre sur cette question avec le député pas plus tard que le 18 juin. Notre position n'a pas changé depuis ce temps-là.

Le député de Cape Breton-Richmond-Est représente sa circonscription depuis quelques années déjà. Il a toujours été au courant des problèmes que posaient les usines d'eau lourde de l'EACL à Cape Breton et il sait que, depuis longtemps, les gouvernements cherchent une solution appropriée à ces problèmes. Les gouvernements fédéraux ont donné beaucoup d'appui

### *L'ajournement*

à cette industrie qui a toujours été aux prises avec des problèmes de commercialisation internationale. Le gouvernement a pris une mesure décisive en annonçant la fermeture des usines. Il s'est rendu à l'évidence: l'industrie canadienne d'eau lourde surproduisait et il ne voyait aucune solution immédiate aux problèmes de commercialisation.

Dans ces circonstances, le gouvernement n'avait plus de raison de continuer à subventionner les usines. En toute justice, il ne pouvait pas exiger que les contribuables déboursent 100 millions de dollars par an pour faire fonctionner les usines alors qu'il n'y avait aucun débouché pour l'eau lourde qu'elles produisaient. Nous sommes fermement convaincus que c'eût été une décision irresponsable et injuste tant à l'égard des contribuables canadiens qu'à l'égard des ouvriers des usines d'eau lourde. Les ouvriers savaient que ces fermetures étaient inévitables et que maintenir ces usines indéfiniment en activité, c'eût été retarder le moment où l'on pourrait les remplacer par une activité industrielle durable et viable au Cap Breton.

Lorsque le gouvernement a annoncé la fermeture de ces usines dans le budget fédéral de mai 1985, il a précisé qu'il n'abandonnait pas les habitants du Cap Breton. Comme on le dit dans le budget, les ouvriers ont reçu de très bonnes indemnités de cessation d'emploi et le gouvernement les a aidés à se recycler et à retrouver un emploi; il leur a offert des services de consultation financière et des services d'orientation professionnelle et il a pris des mesures susceptibles de leur permettre de trouver plus facilement un nouvel emploi. Par ailleurs, l'incidence de cette décision sur les recettes de l'impôt foncier des localités concernées sera compensée pendant une certaine période. En effet, le budget a instauré un crédit d'impôt spécial afin de favoriser les investissements du secteur privé et l'emploi productif au Cap Breton. Ce crédit permettra aux investisseurs de ne pas payer d'impôt fédéral sur le revenu pendant une période de dix à quinze ans.

Les subventions annoncées par le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) ont largement compensé le chômage engendré par la fermeture des usines. Le ministre a annoncé que des crédits fédéraux de 1.5 million de dollars ont été désignés pour reconstruire l'usine de transformation du poisson qui a brûlé; le gouvernement a débloqué 4.1 millions de dollars pour améliorer l'usine de pâtes et papiers de Point Tupper et il destine 16 millions à l'aménagement d'un nouveau tunnel de mine de charbon.

Par ailleurs, le ministre responsable du MEIR a institué un comité consultatif sur les mesures de développement économique prises pour le Cap Breton, qui doit normalement remettre son premier rapport cet automne. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney) a déclaré à maintes reprises qu'elle est prête à favoriser le renouveau économique du Cap Breton au moyen de projets de création d'emplois fiables et efficaces.